



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LA VIE CHÈRE, POUR NOS SALAIRES, NOS PENSIONS ET NOS ALLOCATIONS CONSTRUIRE LES MOBILISATIONS

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 8 SEPTEMBRE 2022

L'été a donc été marqué par une poursuite de l'inflation, avec en perspective une accélération de l'augmentation des prix de l'énergie, entre autres le gaz et l'électricité (dont les tarifs exploseront l'an prochain) et une flambée des prix qui a maintenant gagné tous les produits.

Et le gouverneur de la Banque de France trouve le culot de faire la morale à celles et ceux qui revendiquent en affirmant que « *tout le monde serait perdant en cas de hausses de salaire* » ! Comme si les salaires étaient responsables de l'inflation.

LES PRIX AUGMENTENT, LES PROFITS AUSSI !

Grâce à ces hausses des prix, le patronat bat des records de profits. Stellantis (résultat de la fusion de PSA et de Fiat-Chrysler) annonce ainsi des bénéfices pour le premier semestre 2022 en hausse de 34 % par rapport à 2021, alors que ses ventes ont reculé. Profitant à plein de la hausse des cours du pétrole et du gaz, TotalEnergies a augmenté ses bénéfices de plus de 300 % en glissement annuel au cours des 6 premiers mois de 2022. Au premier semestre 2022, les entreprises du CAC 40 cumulaient déjà près de 73 milliards de bénéfices.

Preuve que la « *fin de l'abondance et de l'insouciance* » ciblée par Macron n'est pas pour tout le monde.

LES MESURETTES DU GOUVERNEMENT

Parce qu'il s'inquiète d'une possible explosion sociale face à la vie chère, le gouvernement a annoncé une série de mesurette. En espérant surtout qu'elles désamorceront les grèves, encore isolées, mais nombreuses.

Le gouvernement voudrait nous calmer avec un chèque énergie, un prétendu bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité, une subvention de 18, puis de 30 centimes sur les carburants. Il ajoute un chèque alimentaire de 100 euros par ménage et 50 euros par enfant pour les bénéficiaires de minima sociaux. Des mesures qui ne règlent rien et qui ne coûtent pas un centime à un patronat qui se goinfr de

façon indécente en suçant les richesses produites par notre travail.

UN GOUVERNEMENT INCAPABLE DE RÉPONDRE AUX ENJEUX

Durant l'été, l'augmentation du coût de la vie s'est en plus doublée d'une multiplication des événements climatiques extrêmes (sécheresse, canicules, incendies, violents orages), qui a démontré non seulement la question de l'urgence climatique, mais aussi à quel point l'abandon des services publics (Office national des forêts, Météo France, Services d'incendie et de secours...) avait réduit notre capacité à faire face, collectivement, aux crises qui s'accroissent.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Alors oui, les raisons de la colère sont bien là, surtout quand dans le même temps, le gouvernement témoigne de son « deux poids deux mesures » : on nous répète qu'il va falloir faire des sacrifices, baisser le chauffage cet hiver, travailler plus longtemps, accepter d'être mal payés, quand dans le même temps, il refuse de taxer les profits exorbitants des plus grandes entreprises ou de s'en prendre au train de vie des plus riches, grands amateurs de jets privés.

UN PLAN DE BATAILLE POUR STOPPER MACRON

Il nous faut des hausses des salaires, des pensions et des allocations pour une vie digne, et c'est à nous tous, le monde du travail, de les imposer. Les cheminots anglais ont montré la voie à suivre, cet été, en se mettant massivement en grève, encourageant d'autres secteurs à les rejoindre (dockers, postiers, éboueurs et d'autres). Et ces luttes se poursuivent en septembre.

En France, plusieurs directions syndicales (CGT, Solidaires, FSU, UNEF...) appellent à une journée de grèves et de mobilisations interprofessionnelle le 29 septembre. Cette journée doit être la plus massive possible, mais elle ne suffira pas. C'est de ça aussi qu'il faut discuter entre nous, avant le 29, pour nous donner les moyens d'aller plus loin : quel plan de bataille pour un mouvement d'ensemble, une grève générale qui balayera tout sur son passage !



RENAULT, STELLANTIS ... MOINS DE VENTES, MAIS PLUS DE PROFITS

Au vu des derniers chiffres publiés pour le début de l'année 2022, les actionnaires peuvent se réjouir. La rentabilité des capitaux investis dans l'automobile atteint des sommets. Avec 14% de rentabilité, c'est-à-dire un retour sur investissement de 14 € par an pour 100 € investis, Stellantis est en tête de tous les constructeurs européens. Chez Renault, malgré les pertes dues au retrait de Russie (telles qu'estimées par la direction), la rentabilité atteint néanmoins 5%, certes moins que chez Stellantis, mais plus que du temps de Carlos Ghosn. La désorganisation de la production, due entre autres à la pénurie de semi-conducteurs, a entraîné un chômage technique dont seuls les salariés ont payé le prix. Pour les actionnaires, la stratégie gagnante a consisté à produire moins de véhicules, mais en les vendant plus cher. Des véhicules à prix inabordable pour des millions de gens. Qu'à cela ne tienne : cette stratégie remplit les caisses des actionnaires.

ZONE À FAIBLES ÉMISSIONS À ROUEN NON À UNE ZFE ANTISOCIALE

En application de la loi d'Orientation des mobilités de 2019, les véhicules les plus polluants – vignette Crit'Air 4 et 5 ou non classés - sont interdits depuis le 1^{er} septembre à Rouen et dans 12 autres communes de l'agglomération rouennaise. Tout le monde peut être d'accord avec l'urgence d'améliorer la qualité de l'air. La pollution atmosphérique est responsable de 48.000 morts par an en France. Mais ce qui est contestable, c'est la manière de le faire. La ZFE, telle qu'elle est appliquée à Rouen, fait payer le prix de la pollution aux plus pauvres, qui n'ont pas les moyens de se payer un véhicule conforme, et à tous ceux et celles qui sont obligés de venir au travail ou à des rendez-vous divers avec leur voiture. Et même avec les aides proposées, beaucoup de gens ne pourront pas se payer un véhicule moins polluant. Pendant ce temps-là, d'autres continueront d'utiliser des jets privés! Avec d'autres mouvements, le NPA demande l'élaboration, en concertation avec la population, d'un nouveau plan de déplacement qui soit juste socialement.

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE AU ROYAUME-UNI ... ET DANS LE RESTE DE L'EUROPE ?

Depuis cet été, le Royaume-Uni est parcouru par d'énormes grèves contre l'inflation et pour l'augmentation des salaires, une première depuis trente ans et la fin de l'ère Thatcher. Démarré par la grève des cheminots britanniques, ce mouvement a gagné les transports, les ports, la poste, les éboueurs, les avocats, les télécoms et pourrait s'étendre à l'ensemble des services publics. Le Royaume-Uni subit une inflation plus importante encore qu'en France, atteignant 10,1% en juillet et qui pourrait grimper à 13,3% en octobre. Malgré de fortes perturbations sur tout le pays, la grève est massivement soutenue par la population, à tel point

que les agences d'intérim refusent de devenir des « briseuses de grèves ».

En Italie, comme au Royaume-Uni, c'est une campagne « Don't pay » (« Ne payez pas ») qui se met en place, invitant collectivement à ne plus payer ses factures d'énergie. Les prix augmentent, mais les dividendes pour les actionnaires s'envolent.

Partout en Europe, les grèves et les actions se multiplient pour lutter contre l'inflation, pour de meilleurs salaires et condition de vie. Emboîtons-leur le pas.

HARO SUR LES CHÔMEURS POUR PALIER À LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE

Pôle emploi entend créer rapidement « *un vivier de demandeurs d'emploi immédiatement employables* » dans les secteurs touchés par la pénurie de main d'œuvre. Le but: trouver des salariés corvéables, une simple absence à l'entretien entraînant une radiation de Pôle Emploi. D'ici le 9 septembre, chaque agence devra faire le bilan des secteurs en tension localement (restauration, transport, etc...). Elles devront enregistrer dans ces « viviers » tout inscrit à Pôle Emploi « *en capacité [d'exercer ces métiers] moyennant une adaptation rapide* » : en somme, quasiment n'importe qui. L'objectif est de réduire le chômage à 5% (seuil du plein-emploi) avant la fin du mandat de Macron.

Pour y parvenir: radiations, baisse et suppression des allocations, tout pour forcer les gens à prendre n'importe quel boulot. Courant octobre Macron et son gouvernement comptent mettre en place une nouvelle réforme de l'assurance-chômage. Au programme, baisse des durées et des montants d'indemnisation lorsqu'il y a des offres d'emploi non pourvues, alors que seule la moitié des chômeurs est aujourd'hui indemnisée.

MACRON EN ALGÉRIE FIN AOÛT : GAZ ET GÉOPOLITIQUE AU MENU

Fin août, Macron s'est rendu en Algérie. Evidemment, vu la fermeture du robinet de gaz russe, le but principal du voyage était de négocier l'achat de gaz algérien. D'où les grandes embrassades avec le président Tebboune. Celui-ci est pourtant à la tête d'un régime qui musèle par une répression féroce toute forme de contestation, et emprisonne des centaines d'opposants. Qu'importe : les affaires sont les affaires. Presque rien n'a filtré des discussions sur le gaz. Pas plus que sur l'exigence de voir Alger s'impliquer plus avec la France dans la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel. Mais pour la galerie, Macron a parlé d'un voyage pour un « partenariat renouvelé ». En guise de « nouveauté », tout le monde, la population algérienne en particulier, aura néanmoins retenu une chose : reniant sa déclaration de 2017 où il qualifiait la colonisation de l'Algérie de « crime contre l'humanité », il a cette fois parlé d'une « histoire d'amour qui a sa part de tragique ». « Histoire d'amour » : les victimes des 132 ans de colonisation apprécieront.